

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
12 avril 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 11 avril 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à la lettre de mon prédécesseur en date du 23 février 2005 (S/2005/111), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le cinquième rapport que Maurice a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(Signé) Ellen Margrethe Løj



Annexe

**Lettre datée du 11 avril 2005, adressée à la Présidente
du Comité contre le terrorisme par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de Maurice
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En réponse à votre lettre du 10 janvier 2005, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la réponse du Gouvernement mauricien (voir pièce jointe).

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) A. **Hurree**

Pièce jointe***Rapport au Comité contre le terrorisme****Introduction**

Depuis le dernier (quatrième) rapport que la République de Maurice a présenté au Comité du Conseil de sécurité contre le terrorisme sur la mise en œuvre des mesures énoncées dans la résolution 1373 (2001), Maurice a adopté de nouvelles dispositions afin de remplir ses obligations internationales en matière de lutte contre le terrorisme.

Le 3 août 2004, Maurice a déposé ses instruments d'adhésion à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental. La Convention et le Protocole ont pris effet à Maurice le 1^{er} novembre 2004.

Maurice a ratifié la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme le 14 décembre 2004.

Maurice, qui a ainsi adhéré à 10 des 12 conventions et protocoles relatifs au terrorisme étudie activement son adhésion aux deux derniers instruments, soit la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et la Convention sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de détection.

Sur le plan bilatéral, Maurice et l'Inde ont signé un accord de coopération en matière de lutte antiterroriste en mars 2005.

Mesures de mise en œuvre**Dispositif de lutte antiterroriste**

1.2 Le Comité souhaiterait recevoir un rapport d'étape sur la transposition dans le droit mauricien des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, auxquels Maurice est devenue partie, ainsi qu'un compte rendu actualisé des dispositions qu'elle prend pour devenir partie aux deux autres instruments internationaux qu'elle a signés. Le Comité contre le terrorisme souhaiterait également être informé, d'une part, des mesures que Maurice entend prendre pour devenir partie à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental et à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, instruments que Maurice n'a pas encore signés, et, d'autre part, des dispositions qu'elle compte prendre pour les intégrer à son droit interne.

Dans les quatre premiers rapports qu'il a adressés au Comité, le Gouvernement mauricien a recensé les nombreuses mesures qu'il a prises pour transposer dans son droit interne les conventions et protocoles relatifs au terrorisme auxquels il est devenue partie. Dans son quatrième rapport, le Gouvernement mauricien avait informé le Comité de l'adoption des textes suivants, qui répondait à sa volonté de s'attaquer au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

* Les annexes au présent rapport sont conservées au Secrétariat où elles peuvent être consultées.

conformément à l'engagement qu'il a pris d'appliquer la résolution 1373 (2001).

- L'amendement au Règlement relatif à la prévention du terrorisme (mesures extraordinaires), qui a pris effet le 19 mars 2003;
- Le Règlement de 2003 relatif au renseignement financier et à la lutte contre le blanchiment de l'argent, qui a été adopté le 19 juin 2003 et a pris effet le 21 juin 2003;
- La loi contre le blanchiment de l'argent (dispositions diverses), qui a été adoptée en août 2003;
- La loi relative à la Convention pour la répression du financement du terrorisme de 2003, qui a été adoptée en août 2003 et a pris effet le 22 novembre 2003.

En 2003, Maurice a promulgué la loi sur la Convention relative aux armes chimiques (voir annexe 1).

En 2004, Maurice a promulgué la loi sur la Convention sur les armes chimiques ou à toxines (voir annexe 2).

Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme

Le 14 décembre 2004, Maurice a ratifié la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. Le Gouvernement mauricien a adopté la loi de 2003 sur la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme afin de mettre en œuvre ladite convention.

La Cellule de renseignement financier, créée aux termes de la section 9 de la loi sur le renseignement financier et la lutte contre le blanchiment de l'argent de 2002, est l'organisme central mauricien chargé de recevoir, de requérir, d'analyser et de communiquer aux services d'enquête ou aux organes de tutelle les renseignements relatifs au financement de toute activité ou opération associée au terrorisme, à des produits présumés d'activités criminelles ou à des délits présumés de blanchiment d'argent.

Aux termes de la section 2 de la loi sur le renseignement financier et la lutte contre le blanchiment de l'argent, la définition d'une « opération suspecte » renvoie notamment à des « fonds qui sont liés ou associés au terrorisme, à des actes terroristes, à des organisations interdites, ou qui sont destinés à être utilisés dans le cadre de tels actes ou par de telles organisations, que ces fonds soient ou non le produit du crime. » Qui plus est, la disposition 9 du Règlement de 2003 sur le renseignement financier et la lutte contre le blanchiment de l'argent impose aux banques, aux institutions financières et aux courtiers en devises l'obligation juridique de mettre en place des contrôles internes et d'autres procédures pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime

Maurice a déposé ses instruments d'adhésion à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime en août 2004. Afin d'aligner son droit interne sur ladite Convention, elle intègre un certain nombre

de dispositions au projet de loi sur la marine marchande, qu'elle met actuellement au point.

**Protocole pour la répression d'actes illicites
contre la sécurité des plates-formes fixes
situées sur le plateau continental**

Maurice a déposé ses instruments d'adhésion au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental en août 2004. Les dispositions visant à transposer le Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental dans le droit mauricien seront prises en temps et lieu. Il convient cependant de noter qu'il n'existe pas de plate-forme fixe en activité dans la zone économique exclusive ou sur le plateau continental de la République de Maurice.

**Convention sur la protection physique
des matières nucléaires**

Pour ce qui est de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, Maurice s'emploie actuellement à établir une autorité de radioprotection, en vertu de la loi de 2003 sur la protection contre les rayonnements. Elle étudiera ensuite la possibilité d'adhérer à cette Convention.

**Convention sur le marquage des explosifs plastiques
aux fins de détection**

Maurice s'emploie également à modifier sa loi sur les explosifs afin de remplir les obligations qu'elle a contractées aux termes de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de détection. Une fois la loi amendée, Maurice sera en mesure d'adhérer à la Convention.

**Convention internationale pour la répression
des attentats terroristes à l'explosif**

Les textes d'application de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif seront intégrés à une loi globale d'habilitation relative aux conventions contre le terrorisme auxquelles Maurice est partie ou envisage de devenir partie.

**Efficacité des contrôles aux douanes, aux frontières
et en matière d'immigration**

1.3 Aux termes de l'alinéa g) du paragraphe 2 de la résolution, il convient d'instituer des contrôles efficaces aux frontières afin d'empêcher les mouvements de terroristes ou de groupes de terroristes. À cette fin, la République de Maurice a-t-elle mis en place un système unifié de collecte d'informations, qui peut être utilisé à tous les points d'entrée et de sortie? Sinon, combien de points de passage le système actuel de collecte d'informations concerne-t-il, qu'il s'agisse du trafic aérien, terrestre ou maritime? Le système permet-il de saisir les renseignements dès l'entrée ou la sortie ou seulement ultérieurement?

Maurice dispose d'un système unifié de collecte d'informations à tous les points d'entrée et de sortie, qui sont au nombre de quatre :

- Le port de Maurice;
- L'aéroport de Maurice;
- Port Mathurin, sur l'île Rodrigues;
- Plaine Corail, sur l'île Rodrigues.

L'identité des passagers – nom et autres renseignements figurant sur le passeport – est vérifiée à l'arrivée. Ceux dont le nom ne figure pas sur la liste des personnes frappées d'interdiction, sont admis sur le territoire. Les renseignements concernant les passagers ne sont pas immédiatement saisis dans le système mais seulement deux ou trois jours plus tard. Toutefois, des dispositions sont prises pour moderniser le système au Bureau des passeports et de l'immigration afin de permettre la saisie immédiate de ces renseignements.

1.4 Si tous les postes frontières disposent de systèmes de données relatives aux voyageurs, ces systèmes incorporent-ils des informations de type « liste de personnes à surveiller »? Si tel est le cas, ces informations sont-elles mises à jour régulièrement, en prenant en compte toutes les sources pertinentes?

Les systèmes de données relatives aux voyageurs comprennent une liste de personnes à surveiller qui est mise à jour régulièrement, en tenant compte des informations fournies par diverses sources, comme Interpol et le Conseil de sécurité de l'ONU.

1.5 En ce qui concerne le contrôle effectif de la délivrance de papiers d'identité et de documents de voyage visé à l'alinéa g) du paragraphe 2 de la résolution, Maurice délivre-t-elle des documents d'identité nationale? Si tel est le cas, qui est en droit d'obtenir ces documents? Maurice pourrait-elle également indiquer au Comité la nature des données enregistrées et les organismes qui en ont connaissance?

Le Service des cartes nationales d'identité de la Division de l'état civil, au sein du Cabinet du Premier Ministre, est chargé de délivrer les cartes nationales d'identité. Toute personne âgée de 18 ans ou plus, qui est citoyenne de Maurice, doit effectuer une demande de carte nationale d'identité. Chaque carte nationale d'identité comporte les éléments suivants :

- Numéro national d'identité;
- Photographie;
- Nom;
- Prénom;
- Date d'émission;
- Groupe sanguin;
- Signature/empreinte digitale du détenteur; et
- Signé de l'autorité.

Les informations figurant sur la carte nationale d'identité servent à des fins d'identification et peuvent être utilisées par les services de police et les autorités judiciaires. Actuellement, le Ministère de la sécurité sociale et de la solidarité nationale a également accès aux données susmentionnées.

1.6 Maurice autorise-t-elle ses nationaux ou les nationaux d'autres États à entrer sur son territoire ou à en sortir sur simple présentation d'une carte nationale d'identité (et non d'un passeport)?

Aucun citoyen de Maurice ou d'un autre État n'est autorisé à entrer sur le territoire mauricien ou à en sortir sur présentation d'une carte nationale d'identité. Tout voyageur doit être muni d'un passeport ou d'un document de voyage en cours de validité.

1.7 Par ailleurs, le Comité saurait-il gré à Maurice de lui indiquer les organes de liaison qu'elle a mis en place en matière de coopération internationale pour la lutte contre le terrorisme, ainsi que leurs domaines de compétence respectifs.

Comme elle en a informé le Comité en 2002, à l'alinéa b) du paragraphe 2 de son deuxième rapport, Maurice ne dispose d'aucun organe spécialisé dans la lutte contre le terrorisme. Plusieurs organismes sont impliqués dans le suivi des mesures antiterroristes et dans la réponse aux activités terroristes. Les services compétents placés sous la responsabilité du Ministre de l'intérieur, au sein du Cabinet du Premier Ministre, définissent et coordonnent la lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, la Cellule de renseignement financier centralise la réception, les demandes, l'analyse et la diffusion d'informations sur le financement d'activités ou d'opérations liées au terrorisme, les produits présumés d'activités criminelles et les délits présumés de blanchiment d'argent.

Aux termes de la loi de 2002 sur le renseignement financier et la lutte contre le blanchiment de l'argent, la Cellule peut échanger des informations avec les membres de n'importe quel organe international regroupant des cellules de renseignements financiers de plusieurs pays ou des instances comparables, d'un commun accord et selon le principe de la réciprocité. En juillet 2003, la Cellule est devenue membre du Groupe Egmont et peut donc échanger des informations avec les autres membres, conformément aux conditions fixées par le groupe en la matière.

En outre, aux termes de la loi de 2003 sur l'entraide judiciaire en matière pénale et dans d'autres domaines connexes, le Procureur général est l'autorité compétente pour toutes les demandes d'entraide.

Contrôles visant à prévenir l'approvisionnement en armes des terroristes

1.8 Aux fins de l'application effective de l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution, les États doivent notamment mettre fin à l'approvisionnement en armes des terroristes. Veuillez donner un aperçu de la révision en cours de la loi sur les armes à feu, mentionnée à la page 15 du quatrième rapport, et indiquer les progrès réalisés à cet égard.

Le projet de loi sur les armes à feu, qui n'a pas encore été déposé devant l'Assemblée nationale, vise notamment à abroger la loi de 1940 sur les armes à feu. Il comporte diverses dispositions, absentes de la loi de 1940, qui sont tirées des

conventions et protocoles régionaux et internationaux auxquels Maurice est partie. Par exemple, il comporte une nouvelle liste d'armes à feu prohibées et prévoit l'interdiction des activités de courtage. Il prévoit également l'amélioration du mécanisme de contrôle et traite des licences d'importation et d'exportation et du stockage des armes en lieu sûr.

1.9 Aux fins de l'application effective de l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution, les États doivent notamment se doter d'un mécanisme permettant de mettre fin à l'approvisionnement en armes des terroristes. Compte tenu de cette disposition de la résolution, ainsi que de celles de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection et de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, veuillez communiquer au Comité des informations sur les points suivants :

a) Réglementation et procédures administratives

- **Quelles sont les mesures mises en place dans le pays pour empêcher la fabrication, le stockage, le transfert et la possession des articles ci-après sans marquage ou avec un marquage insuffisant :**
 - **Explosifs plastiques;**
 - **Autres explosifs et leurs précurseurs.**

La loi sur les explosifs régit la fabrication et le contrôle des explosifs à Maurice. Aux termes de cette loi, seules les personnes détenant un permis délivré par le Chef de la police sont autorisées à fabriquer des explosifs. La loi prévoit des mesures spéciales en matière de contrôle, de transport, de stockage et d'achat d'explosifs et comporte de ce fait des dispositions empêchant la fabrication, le stockage, le transfert et la possession d'explosifs plastiques sans marquage, ainsi que d'autres types d'explosifs et de leurs précurseurs.

b) Contrôle des importations

- **En matière de détection et d'interception des transferts illégaux d'armes, de munitions, d'explosifs ou de substances, matières ou objets radioactifs, biologiques, chimiques, toxiques ou autres susceptibles de servir à commettre un acte terroriste, veuillez indiquer les procédures de contrôle en vigueur et les mécanismes en place pour l'échange d'informations sur les sources, les itinéraires et les méthodes des marchands d'armes.**

Lorsque des armes, des munitions, des explosifs ou d'autres substances dangereuses sont importées à Maurice ou y transitent, les procédures de contrôle suivantes sont appliquées :

- L'importateur (entreprise ou individu) doit détenir la licence requise pour le commerce de ces substances, aux termes de la loi en vigueur;
- L'importateur doit déposer une demande de licence d'importation appropriée avant de passer commande à l'étranger;
- Les autorités compétentes doivent être informées à l'avance de la date à laquelle le chargement arrivera au port ou à l'aéroport; et

- Les douaniers et autres agents compétents vérifient le chargement avant qu'il soit livré au destinataire.

En outre, aux termes de l'alinéa 2 de l'article 5 de la loi de 2004 relative à la Convention sur les armes biologiques et à toxine, commet une infraction passible de réclusion toute personne qui transfère un agent biologique ou une toxine à une autre personne dont elle sait ou a des raisons de penser qu'elle le conservera ou en fera usage autrement qu'à des fins de prévention, de protection ou à d'autres fins pacifiques.

Selon les dispositions de la loi de 2003 relative à la Convention sur les armes chimiques, l'Autorité nationale des armes chimiques de Maurice est chargée de contrôler l'application, à l'échelon national, de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Les articles 11, 12 et 13 de la loi définissent les conditions dans lesquelles l'importation ou le transfert de produits chimiques est autorisé.

- **Est-il nécessaire de déposer et de faire enregistrer ou contrôler une déclaration en douane et des justificatifs avant d'importer, de faire transiter ou de transporter des armes à feu, et incite-t-on les importateurs, les exportateurs ou les tiers à communiquer des informations aux douanes avant l'expédition? Veuillez décrire aussi tout mécanisme permettant de vérifier l'authenticité des licences ou autorisations utilisées pour l'importation des armes à feu.**

Les importateurs ne sont pas tenus de déposer et de faire enregistrer ou contrôler une déclaration de douane et des justificatifs avant d'importer, de faire transiter ou de transporter des armes à feu. Les importateurs, les exportateurs et les tiers ne sont pas dans l'obligation de communiquer des informations aux douanes avant l'expédition de telles marchandises.

Toutefois, l'article 5 de la loi sur les armes à feu exige de toute personne important des armes à feu ou des munitions à Maurice qu'elle détienne une licence d'importation en cours de validité, dont elle aura fait la demande préalable, à l'aide du formulaire requis, auprès du Chef de la police. À l'entrée des marchandises sur le territoire, l'importateur doit joindre à sa déclaration de douane la preuve que les autorités mauriciennes compétentes ont autorisé l'importation. Les douanes effectuent alors une vérification approfondie du chargement et confient celui-ci à la police, laquelle le conserve dans son armurerie pour inspection et vérification au vu de la licence d'importation. L'importateur prend ensuite possession des armes à feu sur présentation de l'original de sa licence d'importation et d'un permis de port d'armes délivré par le Chef de la police.

Il convient de noter que lorsque de telles marchandises sont en transit, le capitaine du navire ou son mandataire doit fournir aux douanes, dans la déclaration de la cargaison, des informations détaillées sur les armes à feu présentes à bord ou devant être déchargées dans un autre port.

- **Maurice a-t-elle adopté, suite à une évaluation des risques, des mesures spéciales pour la sécurité des importations d'armes à feu, prévoyant notamment le contrôle des systèmes de sécurité dans les points de stockage temporaires, les entrepôts et les moyens de transport utilisés, et existe-t-il un contrôle obligatoire des personnes qui sont chargées de ces opérations? Si tel est le cas, veuillez donner des renseignements détaillés.**

Une fois dédouanées, les armes à feu importées par un armurier agréé sont escortées par la police jusqu'à la chambre forte du marchand. Aux termes de la loi en vigueur, ce dernier doit rendre compte tous les mois de l'état de son stock d'armes à feu au Chef de la police qui obtient ainsi des informations sur le nombre d'armes à feu en circulation. Les personnes souhaitant faire l'acquisition d'une arme à feu auprès d'un armurier agréé doivent auparavant déposer une demande de permis de port d'armes.

La police effectue des contrôles de sécurité en cas de soupçons ou si elle a connaissance d'irrégularités. Le stockage temporaire, l'entreposage et le transport d'armes à feu sont effectués exclusivement par des agents de police ou des agents des douanes ayant subi un contrôle de sécurité.

c) Courtage

- **Les lois en vigueur exigent-elles que les licences ou les permis d'importation, ou tout document qui les accompagne, indiquent le nom et l'adresse des courtiers qui prennent part aux transactions portant sur des armes?**

Bien que la mention du nom et de l'adresse des courtiers prenant part à des transactions portant sur des armes ne soit pas obligatoire, les armes à feu et les munitions ne peuvent être vendues ou transférées, aux termes de la loi sur les armes à feu, que par un armurier agréé figurant sur le registre tenu par le Bureau du Chef de la police.

L'alinéa 5 de l'article 13 de la loi sur les armes à feu stipule que toute personne qui vend, loue, donne en gage, donne ou prête une arme à feu ou des munitions à tout résident mauricien autre qu'un armurier agréé est tenue d'envoyer au commissaire de police qui lui a délivré son permis de port d'armes, dans les 48 heures suivant la transaction, un courrier recommandé l'en informant et précisant le nom et l'adresse des personnes concernées, le type et le calibre de l'arme, son numéro de série ou toute autre marque distinctive, le nom du fabricant et le type de munition. Dans le cas d'une vente ou d'un don, le vendeur ou donateur doit également, le cas échéant, rendre au commissaire de police, pour annulation, le permis qu'il détient relatif à l'arme et aux munitions concernées.

En outre, aux termes de l'alinéa 1 de l'article 8 de la loi de 2002 pour la prévention du terrorisme, sous réserve des alinéas 2 et 3, commet une infraction toute personne qui, disposant d'informations dont elle sait ou estime qu'elles pourraient aider concrètement à prévenir la commission d'un acte de terrorisme par une autre personne, ne communique pas lesdites informations à un officier de police dans les meilleurs délais.

Les dispositions législatives en vigueur prévoient-elles que les informations pertinentes soient communiquées par les autorités à leurs homologues étrangers aux fins de coopération en vue d'empêcher les expéditions illégales d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions ainsi que d'explosifs et de leurs précurseurs?

La loi sur les armes à feu ne prévoit aucune disposition à cet effet. Cependant, Maurice coopère avec Interpol et communique, à travers cette organisation, des informations en la matière aux États qui en sont membres.

2. Assistance et directives

2.1 Le Comité souhaite entretenir un dialogue constructif avec Maurice au sujet des mesures qu'elle met en œuvre pour appliquer la résolution, notamment celles identifiées comme étant prioritaires par le Comité. Maurice est invitée, si elle estime qu'il lui serait utile de s'entretenir des modalités d'application de la résolution avec le Directeur exécutif du Comité, à s'adresser à la Direction du Comité contre le terrorisme (voir par. 3.1 ci-après). Le Comité, par l'intermédiaire de sa Direction, pourra également se mettre en rapport avec les autorités mauriciennes compétentes afin d'étudier toute autre question relative à l'application de la résolution.

2.2 Le Comité prend note avec satisfaction que Maurice a proposé de partager son expertise en matière de rédaction de lois et d'envoi de spécialistes aux ateliers internationaux et régionaux sur la lutte contre le terrorisme.

2.3 Compte tenu du besoin urgent d'appliquer pleinement la résolution, le CTC engage Maurice à prendre, à titre prioritaire, les mesures suivantes :

- Adhésion à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et à la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, et signature de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, du Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental et de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires.

2.4 Le Registre de l'aide du Comité (<www.un.org/sc/ctc>) est régulièrement mis à jour afin d'offrir les dernières informations concernant l'aide disponible. Le Comité encourage à nouveau Maurice à lui faire part des domaines dans lesquels elle souhaiterait recevoir une aide ou des conseils relatifs à l'application de la résolution.

Comme il en a informé le Comité en décembre 2004, le Gouvernement mauricien souhaiterait recevoir une assistance dans les domaines suivants : banque, services financiers, passeports et immigration, police et douanes.

2.5 Il appartient aux États de s'entendre sur les modalités de l'assistance bilatérale concernant l'application de la résolution. Le Comité souhaiterait toutefois être tenu au courant des accords conclus et de leurs résultats.

3. Présentation de rapports ultérieurs

3.1 Le Comité et son Directeur exécutif sont à la disposition du Gouvernement mauricien pour lui fournir tout éclaircissement dont il pourrait avoir besoin au sujet des questions soulevées dans la présente lettre. Le Directeur exécutif peut être joint par l'intermédiaire de M^{me} Roselaure Charles (téléphone : +1 (212) 457-1853; télécopie : +1 (212) 457-4041; adresse électronique : <charles4@un.org>).

3.2 Le Comité saurait gré au Gouvernement mauricien de lui fournir les renseignements demandés dans la présente lettre d'ici au 11 avril 2005. Il a l'intention de faire distribuer ce nouveau rapport, à l'instar des rapports précédents, comme document du Conseil de sécurité. Le Gouvernement

mauricien peut, s'il le souhaite, joindre au rapport une annexe confidentielle à l'intention des seuls membres du Comité.

3.3 Le Comité pourrait être amené, à un stade ultérieur de ses travaux, à adresser de nouvelles questions et observations au Gouvernement mauricien sur d'autres aspects de la résolution. Il lui serait reconnaissant de le tenir informé de tous les faits nouveaux concernant l'application de la résolution.
